

*à substituer*

DECRET N° 2002-<sup>393</sup>223 DU 19 JUILLET 2002

Autorisant monsieur AÏTCHEDJI Richard  
Bonaventure à renoncer à la nationalité béninoise.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,

CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la loi n° 65-17 du 23 juin 1965 portant code de nationalité dahoméenne ;
- Vu** la proclamation le 03 avril 2001 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;
- Vu** le décret n° 2001-170 du 07 mai 2001 portant composition du gouvernement et le décret n° 2002-082 du 20 février 2002 qui l'a modifié ;
- Vu** le décret n° 96-402 du 18 septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des Ministères ;
- Vu** le décret n° 2000-600 du 29 novembre 2000 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme ;
- Vu** la requête de monsieur AÏTCHEDJI Richard Bonaventure et l'ensemble des pièces produites ;
- Sur** rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 19 Juin 2002 ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur AÏTCHEDJI Richard Bonaventure de nationalité béninoise, né le 09 octobre 1962 à Tanguiéta (République du Bénin), fils de AÏTCHEDJI Toussaint et de FAI, est autorisé à renoncer à la nationalité béninoise.

**Article 2 :** Le présent décret prend effet pour compter de sa date de signature sans qu'il soit toutefois porté atteinte à la validité des actes passés par monsieur AÏTCHEDJI Richard Bonaventure, ni aux droits acquis par les tiers antérieurement à sa publication, sur le fondement à la nationalité béninoise de l'intéressé.

**Article 3 :** Le présent décret sera publié au journal officiel.

Fait à Cotonou, le 19 juillet 2002

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



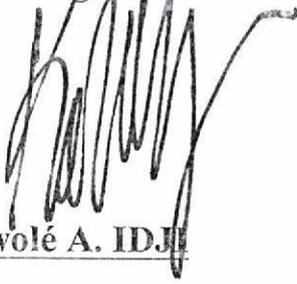
**Mathieu KEREKOU.**

Le Ministre d'Etat Chargé de la Coordination  
de l'Action Gouvernementale, de la Prospective  
et du Développement,



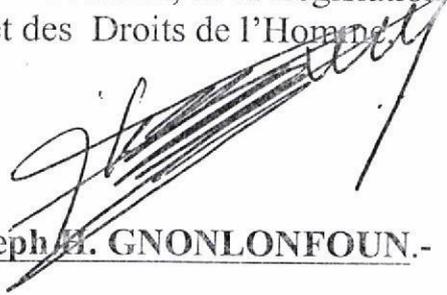
**Bruno AMOUSSOU.-**

Le Ministre des Affaires Etrangères  
et de l'Intégration Africaine,



Kolawolé A. IDJI

Le Garde des Sceaux, Ministre  
de la Justice, de la Législation  
et des Droits de l'Homme



Joseph H. GNONLONFOUN.-

**AMPLIATIONS** : PR 6 AN 4 CC 2 CS 2 HAAC 2 CES 2 MCCAG-PD 4  
MJLDH 4 MAEIA 4 AUTRES MINISTERES 18 DGBM-DCF- DGTCP-  
DGID- DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3 GCONB-DCCT-INSAE 3 BCP-CSN -  
IGAA 3 UAC-ENAM-FADSESP 3 UNIPAR-FDSP 3 INTERESSE 01 JO 1.